

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 19 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SHL

26 rue Gay Lussac
59147 Gondecourt

Références : SHL_Gondecourt_RAPVI_0007000877_20240206
Code AIOT : 0007000877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu dans le cadre d'un contrôle inopiné air mandaté par la DREAL

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100 % d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels.

Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80 % de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires.

En 2022, le site a réceptionné environ 2 000 tonnes de déchets par mois.

Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5 h à 22 h et exceptionnellement le samedi de 8 h à 18 h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'inspection a relevé la présence d'un oxydateur thermique sous le hangar, à proximité de la zone de traitement au charbon. L'exploitant précise à l'inspection les raisons pour lesquelles cet oxydateur n'est pas utilisé dans le cadre du traitement des effluents atmosphériques. Dans le cas d'un équipement hors d'usage, l'exploitant procède au démantèlement de ce dernier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques du conduit n°2	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Incident	Code de l'environnement du 06/02/2024, article R. 512-69	Demande d'action corrective	15 jours
4	Rejets eau pluviales et de purge	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suites de l'inspection du 21/03/23	Autre du 21/03/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures de concentration et de flux en COVnm du conduit n°2 sont non conformes. Considérant le dépassement également relevé lors du contrôle inopiné de 2023, l'exploitant doit justifier du bon dimensionnement de son système de traitement, ou le remplacer par un système de traitement adapté à la charge des effluents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques du conduit n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4																																																																																																																																
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet de COV																																																																																																																																
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016 sont modifiées comme suit à compter du 17 août 2022. Les effluents gazeux au conduit n°2 respectent, pour le paramètre COVT, les valeurs limites d'émission (VLE) et sont surveillés aux fréquences suivantes : Concentration moyenne --> 45 mg/Nm ³ Flux--> 9 g/h Fréquence de surveillance --> semestrielle Les VLE sont définies dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. La période d'établissement de la moyenne est la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.																																																																																																																																
Constats : Lors de la visite d'inspection des prélèvements sur le conduit ont été réalisés par la société DEKRA (mandatée par la DREAL). Les résultats de mesure ont fait l'objet d'un rapport daté du 15/02/24 et dont la référence est E4199820/2401R001. Les résultats sont repris dans le tableau ci-dessous. Les concentrations en COVNM ne sont pas conformes.																																																																																																																																
<table border="1"><thead><tr><th>Installation</th><th colspan="7">Conduit N° 2</th><th colspan="2">Date du Contrôle :</th><th colspan="4">06/02/2024</th></tr><tr><td>Conformité de l'accès :</td><td>Oui</td><td colspan="5"></td><td>Conformité du point de prélèvement :</td><td>Oui</td><td colspan="5"></td></tr><tr><td>Variabilité des mesures :</td><td>Stable</td><td colspan="5"></td><td colspan="3">O₂ de Référence %:</td><td colspan="3">/</td></tr><tr><th rowspan="2">Paramètres</th><th colspan="7">Concentrations</th><th colspan="7">Flux</th></tr><tr><th>Unités</th><th>Essai 1</th><th>Essai 2</th><th>Essai 3</th><th>Concentration moyenne</th><th>VLE</th><th>Conformité C / NC</th><th>Unités</th><th>Essai 1</th><th>Essai 2</th><th>Essai 3</th><th>Flux moyen</th><th>VLE</th><th>Conformité C / NC</th></tr></thead><tbody><tr><td>Vitesse</td><td>m/s</td><td>12,2</td><td>12,2</td><td>12,2</td><td>12</td><td>5</td><td>C</td><td colspan="7"></td></tr><tr><td>Débit</td><td>Nm³/h</td><td></td><td></td><td></td><td>76</td><td>200</td><td>C</td><td colspan="7"></td></tr><tr><td>COVnm</td><td>mg/Nm³</td><td>517</td><td>532</td><td>541</td><td>530</td><td>45</td><td>NC</td><td>g/h</td><td>38,3</td><td>40,4</td><td>41,6</td><td>40,1</td><td>9</td><td>NC</td></tr></tbody></table>														Installation	Conduit N° 2							Date du Contrôle :		06/02/2024				Conformité de l'accès :	Oui						Conformité du point de prélèvement :	Oui						Variabilité des mesures :	Stable						O ₂ de Référence %:			/			Paramètres	Concentrations							Flux							Unités	Essai 1	Essai 2	Essai 3	Concentration moyenne	VLE	Conformité C / NC	Unités	Essai 1	Essai 2	Essai 3	Flux moyen	VLE	Conformité C / NC	Vitesse	m/s	12,2	12,2	12,2	12	5	C								Débit	Nm ³ /h				76	200	C								COVnm	mg/Nm ³	517	532	541	530	45	NC	g/h	38,3	40,4	41,6	40,1	9	NC
Installation	Conduit N° 2							Date du Contrôle :		06/02/2024																																																																																																																						
Conformité de l'accès :	Oui						Conformité du point de prélèvement :	Oui																																																																																																																								
Variabilité des mesures :	Stable						O ₂ de Référence %:			/																																																																																																																						
Paramètres	Concentrations							Flux																																																																																																																								
	Unités	Essai 1	Essai 2	Essai 3	Concentration moyenne	VLE	Conformité C / NC	Unités	Essai 1	Essai 2	Essai 3	Flux moyen	VLE	Conformité C / NC																																																																																																																		
Vitesse	m/s	12,2	12,2	12,2	12	5	C																																																																																																																									
Débit	Nm ³ /h				76	200	C																																																																																																																									
COVnm	mg/Nm ³	517	532	541	530	45	NC	g/h	38,3	40,4	41,6	40,1	9	NC																																																																																																																		
<p><u>Remarques :</u> Les éventuels écarts aux normes et à la réglementation sont spécifiés dans le rapport Les déclarations de conformité rouge et gras dans le tableau indiquent les dépassements inférieurs à 100% de la VLE Les déclarations de conformité rouge et gras <u>soulignées</u> dans le tableau indiquent les dépassements supérieurs à 100% de la VLE.</p>																																																																																																																																
Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la personne en charge du suivi du filtre à charbon avait été absente et que la vérification du respect des VLE ainsi que le changement du charbon n'avaient pas pu être effectués. Cela explique, selon lui, le dépassement constaté. Il précise que le dernier changement de charbon a été effectué début janvier.																																																																																																																																
Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir changé le charbon contenu dans son filtre, et procédé à des mesures conformes à l'aide de son appareil de mesure interne.																																																																																																																																
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : 1) L'exploitant s'assure d'avoir plusieurs personnes formées pour la prise de mesure en COVnm et le remplacement du charbon afin de pallier d'éventuelles absences.																																																																																																																																

2) Le rapport de mesures indique des valeurs dépassant 10 fois la VLE. L'exploitant s'assure que son système de traitement est correctement dimensionné pour traiter la charge contenue dans les effluents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suites de l'inspection du 21/03/23

Référence réglementaire : Autre du 21/03/2023
Thème(s) : Risques chroniques, CI Air
Prescription contrôlée : Extrait du rapport de l'inspection du 21/03/23 : « L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser un contrôle des émissions lors du troisième et quatrième trimestre 2023. En outre, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un affichage des dates de remplacement des charbons à proximité de ces derniers »
Constats : Le jour de l'inspection, aucune date relative au dernier remplacement des charbons n'est affichée, ni aucune date de validité. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une photo du système de traitement, avec un affichage remis en place, indiquant un changement des charbons le 06/02/24 et une validité jusqu'au 06/03/24. Conformément à la demande du rapport de l'inspection du 21/03/23, l'exploitant a fait réaliser des mesures sur le conduit 2 (évent charbon actif) par l'APAVE. Deux rapports ont été présentés : le rapport n°100157246-001 du 11/10/23 et le rapport n°100203499-001 du 11/12/23. Les deux rapports présentent des résultats conformes aux VLE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que la date du dernier remplacement des charbons soit indiquée à tout moment à proximité de l'installation
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/02/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

<p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, lors de l'installation du laboratoire chargé de réaliser les mesures, des problèmes électriques sont identifiés sur le site. L'exploitant précise à l'inspection avoir eu un incident fin 2023 lors duquel un poids lourd a circulé sur le site avec la main courante levée et a accroché le chemin de câble passant au-dessus de la voirie de son site. Le site a été à l'arrêt pendant environ 24h. D'après l'exploitant, les dommages sont limités à la perte de l'électricité et une légère déformation des canalisations sans casse ni fuite. L'incident étant encore en cours d'expertise, les travaux de remise en état du système électrique n'ont pas encore été effectués.</p> <p>L'exploitant n'a pas informé l'inspection de l'incident survenu sur son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant l'article R.512-69 du code de l'environnement, selon lequel tout incident ou accident doit être déclaré dans les meilleurs délais. L'exploitant transmet sous 15 jours un rapport expliquant les causes et conséquences de l'incident et les actions prévues ou mises en place afin d'éviter qu'un tel événement ne survienne à nouveau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Rejets eau pluviales et de purge

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2021, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux contenues dans les rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau de l'article 4.3.11 (référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1) de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2010 est modifié comme suit pour le paramètre DCO :</p> <p>DCO - concentration instantanée : 180 mg/L</p> <p>(Pour mémoire, l'arrêté du 6 janvier 2010 définissait une VLE en DCO à 300 mg/L)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les rétentions contiennent du liquide. La rétention des cuves E5-E6-E7-E8-E9-E10 contiennent une eau marron avec du dépôt en surface. La rétention E4 présente une eau blanchâtre à ocre irisée.</p>

Des fiches de vérification des rétentions sont remplies lors de rondes à effectuer au moins une fois par semaine, sans créneau précis défini pour remplir cette mission. Ces fiches précisent, pour chaque rétention, l'aspect du liquide contenu, les résultats d'analyses internes comprenant notamment une mesure des sédiments, du pourcentage d'eau, de la DCO et du pH, et l'action menée pour vider ces rétentions. L'exploitant indique que dans le cas d'une DCO < 300 mg/L et sans présence d'huile, le liquide est rejeté en voirie (assimilé eau pluviale). Dans le cas contraire il est pompé pour être traité. Ce critère n'est pas conforme à l'article 7 de l'APC du 05/07/21 qui prévoit une VLE à 180 mg/L en DCO pour le rejet des eaux pluviales au milieu récepteur.

Une fiche a été présentée. Le contrôle est daté du 02/01/2024. Cette fiche n'est pas correctement remplie, toutes les informations ne sont pas renseignées. Notamment, aucun commentaire n'est fait sur l'aspect du liquide, et la possible présence d'huiles. Par ailleurs, pour les rétentions dont la DCO est indiquée comme étant < 300 mg/L, une action « voirie » est indiquée. En revanche, pour la rétention dont la DCO est > à 300 mg/L, aucune action n'est indiquée. L'exploitant indique que celle-ci a été pompée mais que le pompage n'est pas nécessairement tracé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- 1) le critère de DCO retenu pour déterminer la gestion des eaux contenues dans les rétentions n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté du 05/07/21. L'exploitant modifie sa procédure pour prendre en compte ce critère et informe les opérateurs chargés de la vérification des rétentions de cette modification sous 1 semaine.
- 2) l'exploitant s'assure que les fiches de vérifications des rétentions soient correctement remplies, et que l'action menée sur les rétentions soit tracée (nature de l'action et date de réalisation par exemple).
- 3) l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la fiche de vérification des rétentions de la semaine 6 (5 au 11 février 2024).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours